



RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TERRITORIALES

REUNION DU 21 JANVIER 2026

La Commission locale d'évaluation des charges territoriales du 21 janvier 2026 s'est réunie sous la présidence de Samia SEHOUANE. Les charges évaluées font l'objet d'un rapport spécifique, transmis aux villes pour adoption en conseil municipal.

Ville/Est Ensemble	Membres	Présence/Absence
Est-Ensemble	Patrice BESSAC, titulaire	
	Samia SEHOUANE, titulaire	Présente
	Richard GALERA, suppléant	Présent
Bagnolet	Cédric PAPE, titulaire	Présent
	Tony DI MARTINO, suppléant	
Bobigny	Sami BOUFETTA, titulaire	Présent
	José MOURY, suppléant	
Les Lilas	Lionel BENHAROUS, titulaire	
	Martin DOUXAMI, suppléant	
Le Pré Saint-Gervais	Laurent BARON, suppléant	
	Stéphane COMMUN, titulaire	Présent
Montreuil	Philippe LAMARCHE, titulaire	
	Amin MBARKI, suppléant	
Noisy le Sec	Bruno MARTINEZ, titulaire	
	François RONGET, suppléant	
Pantin	Bertrand KERN, titulaire	
	Vincent LOISEAU, suppléant	
Romainville	Pilar SERRA, titulaire	Présente
	Nader BEYK, suppléant	
Bondy	Onur SAGKAN, titulaire	Présent
	Cristel FABRIS, suppléante	

Sommaire

I) Actualisation de la première fraction du FCCT	4
A) Calcul de la part fiscale.....	4
B) Calcul de la part équilibre.....	5
II) Actualisation de la deuxième fraction du FCCT dite « transfert »	6
A. Evaluation des dépenses engagées pour le renouvellement urbain sur l'année 2025..	6
1. Les dépenses par quartier de renouvellement urbain.....	7
2. Les dépenses transversales mutualisées	11
3. Contribution totale des villes au titre du renouvellement urbain	14
B. Le transfert du conservatoire de Bobigny	14
C. Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi)	15
D. Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)	16
E. Le système d'information géographique mutualisé (SIGM).....	17
F. Régularisations diverses	18
1. Le renfort RH à la piscine Jacques Brel de Bobigny.....	18
2. Les territoires zéro chômeurs de longue durée	19
3. Les clauses sociales d'insertion	19
4. La prise en charge du ménage pour le point d'accès au droit de l'Atrium	19
5. Les flux relatifs au transfert des équipements situés à Pantin	19
6. Le transfert de la médiathèque de Bagnolet	20
G. Montant total de la deuxième fraction du FCCT dite « transfert ».....	21
III) Montant total du FCCT pour l'année 2026	21
IV) Précisions méthodologiques sur le FCCT et la CLECT.....	22

L'article L5219-5 du code général des collectivités territoriales dispose qu'il « est institué au profit de chaque établissement public territorial un fonds de compensation des charges territoriales destiné à leur financement ». Ce fonds est composé de plusieurs fractions :

- Une première fraction composée elle-même de deux parts :
 - Une première part, dite « fiscale », essentiellement assise sur la fiscalité des ménages préalablement perçue par la communauté d'agglomération Est Ensemble ;
 - Une deuxième part, dite « équilibre », ayant pour objectif de tenir compte du besoin de financement de l'EPT dans le cadre de la programmation des investissements décidés avec les villes ;
- Une fraction dite « transfert » correspondant aux montants des transferts de charges liés aux transferts de compétence entre les communes et l'EPT, évalués par la commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT).

La CLECT du 21 janvier 2026 a procédé à l'actualisation de toutes les fractions du FCCT. En effet, Est Ensemble a fait le choix de simplifier ses procédures administratives pour permettre aux communes et à l'EPT de disposer d'une meilleure prévisibilité de leurs dépenses et recettes liées aux flux financiers du FCCT.

Pour mémoire, le montant total du FCCT « transfert » se répartissait par ville conformément aux évaluations réalisées lors des précédentes CLECT :

- 15 juin 2016 ;
- 13 décembre 2017 ;
- 6 juin 2018 ;
- 14 novembre 2018 ;
- 03 avril 2019 ;
- 22 janvier 2020 ;
- 26 janvier 2021 ;
- 08 juillet 2021 ;
- 13 mai 2022 ;
- 04 juillet 2022 ;
- 16 janvier 2023 ;
- 04 mars 2024 ;
- 04 juillet 2024 ;
- 11 février 2025 ;
- 11 juin 2025.

I) Actualisation de la première fraction du FCCT

A) Calcul de la part fiscale

Cette fraction est issue de l'application du schéma financier métropolitain correspond au montant de fiscalité additionnelle sur les ménages (taxe d'habitation, taxes foncières) perçue en 2015 par l'EPCI préexistant à l'EPT Est Ensemble, majorée de la dotation de compensation de la part salaires (DCPS). Conformément à ce schéma, les villes participent au financement de l'EPT via cette part fiscale visant à compenser la perte de recettes fiscales initialement perçues par l'EPCI.

Le montant de la fraction dite « fiscale » du FCCT (hors part DCPS) est actualisé chaque année par application du taux d'évolution des valeurs locatives foncières de l'année figurant à l'article 1518 bis du code général des impôts.

Depuis 2018, les valeurs locatives foncières sont revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) glissant de novembre à novembre. Selon les dernières données publiées par l'INSEE (le 12/12/2025), l'IPCH a évolué de + 0,8 % entre novembre 2024 et novembre 2025.

Évolution des indices d'inflation sous-jacente et de l'IPCH				
base 100 : année 2015				
Regroupements conjoncturels	Pondérations	Indices	Variations (en %) au cours	
	2025	novembre 2025	du dernier mois (1)	des 12 derniers mois (2)
Ensemble « sous-jacent »	6 274	117,65	-0,2	1,0
Produits alimentaires hors viandes, produits laitiers et exotiques	751	123,86	0,1	0,2
Produits manufacturés	1 831	107,91	-0,2	-0,4
Services y compris loyers et eau	3 692	122,09	-0,2	1,8
Ensemble IPCH	10 000	124,33	-0,2	0,8

(1) : Évolution [m/(m-1)].
(2) : Évolution [m/(m-12)].
Champ : France entière.
Source : Insee - indices des prix à la consommation.

Par conséquent, la part fiscale de la première fraction du FCCT (hors DCPS) serait revalorisée de 496 286€, soit +0,4% pour l'année 2026 selon le tableau suivant :

Villes	FCCT 2024	FCCT 2025	FCCT 2026	Evolution 2025/2026
BAGNOLET - Total FCCT	12 388 539 €	12 481 211 €	12 525 563 €	44 352 €
Bagnolet - taxe d'habitation (part EPCI)	5 448 371 €	5 540 993 €	5 585 321 €	44 328 €
Bagnolet - taxe foncier non bâti (part EPCI)	2 921 €	2 971 €	2 995 €	24 €
Bagnolet - CPS	6 937 247 €	6 937 247 €	6 937 247 €	- €
BOBIGNY - Total FCCT	14 718 592 €	14 826 032 €	14 877 451 €	51 419 €
Bobigny - taxe d'habitation (part EPCI)	6 314 659 €	6 422 018 €	6 473 394 €	51 376 €
Bobigny - taxe foncier non bâti (part EPCI)	5 310 €	5 400 €	5 444 €	43 €
Bobigny - CPS	8 398 613 €	8 398 613 €	8 398 613 €	- €
BONDY - Total FCCT	10 795 546 €	10 910 335 €	10 965 272 €	54 937 €
Bondy - taxe d'habitation (part EPCI)	6 744 558 €	6 859 216 €	6 914 090 €	54 874 €
Bondy - taxe foncier non bâti (part EPCI)	7 772 €	7 904 €	7 968 €	63 €
Bondy - CPS	4 043 215 €	4 043 215 €	4 043 215 €	- €
LES LILAS - TOTAL FCCT	6 930 206 €	7 006 009 €	7 042 287 €	36 278 €
LES LILAS - taxe d'habitation (part EPCI)	4 458 046 €	4 533 833 €	4 570 104 €	36 271 €
LES LILAS - taxe foncier non bâti (part EPCI)	957 €	974 €	981 €	8 €
LES LILAS - CPS	2 471 202 €	2 471 202 €	2 471 202 €	- €
MONTREUIL - TOTAL FCCT	32 247 228 €	32 530 953 €	32 666 741 €	135 788 €
MONTREUIL - taxe d'habitation (part EPCI)	16 671 515 €	16 954 930 €	17 090 570 €	135 639 €
MONTREUIL - taxe foncier non bâti (part EPCI)	18 213 €	18 523 €	18 671 €	148 €
MONTREUIL - CPS	15 557 500 €	15 557 500 €	15 557 500 €	- €
NOISY LE SEC - TOTAL FCCT	9 904 226 €	10 000 913 €	10 047 186 €	46 273 €
NOISY LE SEC - taxe d'habitation (part EPCI)	5 675 878 €	5 772 368 €	5 818 547 €	46 179 €
NOISY LE SEC - taxe foncier non bâti (part EPCI)	11 588 €	11 785 €	11 879 €	94 €
NOISY LE SEC - CPS	4 216 760 €	4 216 760 €	4 216 760 €	- €
PANTIN - TOTAL FCCT	21 976 237 €	22 136 832 €	22 213 690 €	76 859 €
PANTIN - taxe d'habitation (part EPCI)	9 438 980 €	9 599 442 €	9 676 238 €	76 796 €
PANTIN - taxe foncier non bâti (part EPCI)	7 749 €	7 881 €	7 944 €	63 €
PANTIN - CPS	12 529 508 €	12 529 508 €	12 529 508 €	- €
PRE SAINT GERVAIS - TOTAL FCCT	4 343 758 €	4 388 622 €	4 410 093 €	21 471 €
PRE SAINT GERVAIS - taxe d'habitation (part EPCI)	2 638 565 €	2 683 421 €	2 704 888 €	21 467 €
PRE SAINT GERVAIS - taxe foncier non bâti (part EPCI)	479 €	487 €	491 €	4 €
PRE SAINT GERVAIS - CPS	1 704 714 €	1 704 714 €	1 704 714 €	- €
ROMAINVILLE - TOTAL FCCT	9 395 498 €	9 455 903 €	9 484 812 €	28 909 €
ROMAINVILLE - taxe d'habitation (part EPCI)	3 547 201 €	3 607 504 €	3 636 364 €	28 860 €
ROMAINVILLE - taxe foncier non bâti (part EPCI)	6 034 €	6 136 €	6 185 €	49 €
ROMAINVILLE - CPS	5 842 263 €	5 842 263 €	5 842 263 €	- €
Total FCCT versé à l'EPT EST ENSEMBLE	122 699 829 €	123 736 809 €	124 233 095 €	496 286 €

B) Calcul de la part équilibre

Selon le pacte de gouvernance financière et fiscale (PGFF) et son engagement n°2, la part équilibre du FCCT a été porté à 4 M€ par an. Ce montant est réparti entre les communes selon l'engagement n°3 du PGFF :

- 50% de la part « équilibre » est répartie selon une clé qui dépend du potentiel financier par habitant de chaque Ville : la population DGF de la commune est pondérée par le rapport entre le potentiel financier par habitant de la commune et celui de l'EPT ;
- 50% de la part « équilibre » est répartie selon une clé qui dépend du revenu par habitant de chaque Ville : la population DGF de la commune est pondérée par le rapport entre le revenu par habitant de la commune et celui de l'EPT.

Ces critères sont issus des règles de calcul du fonds de péréquation intercommunale, dont les services d'est Ensemble reçoivent la notification afin de procéder au calcul de la part équilibre selon la répartition décrite ci-dessus.

Communes	Population DGF	Revenus				Potentiel financier				Total FCCT équilibre 2026
		Critère		50%		Critère		50%		
		Poids du critère		50%		Poids du critère		50%		
		Enveloppe à répartir		2 000 000		Enveloppe à répartir		2 000 000		
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère potentiel financier	
BAGNOLET	42 203	13 922	0.93	39 238.31	177 973	1 434	1.06	44 921	194 497	372 470
BOBIGNY	55 571	9 756	0.65	36 206.40	164 221	1 455	1.08	60 017	259 855	424 077
BONDY	51 424	12 293	0.82	42 217.17	191 485	1 093	0.81	41 720	180 637	372 121
LES LILAS	23 595	20 808	1.39	32 788.06	148 717	1 363	1.01	23 871	103 356	252 073
MONTREUIL	112 376	17 935	1.20	134 598.54	610 499	1 484	1.10	123 785	535 954	1 146 453
NOISY LE SEC	46 256	12 481	0.83	38 555.19	174 875	1 101	0.82	37 802	163 673	338 547
PANTIN	61 750	15 072	1.01	62 154.60	281 915	1 801	1.34	82 549	357 414	639 328
PRE SAINT GERVAIS	16 903	17 583	1.17	19 848.25	90 026	1 145	0.85	14 366	62 200	152 226
ROMAINVILLE	35 479	14 915	1.00	35 339.47	160 289	1 249	0.93	32 892	142 414	302 704
Total communes	445 557	14 974		440 946	2 000 000	1 347		461 924	2 000 000	4 000 000

Données issues de la notification FPIC 2025

Aussi, le montant de la part équilibre, par communes, est arrêté comme suit :

Communes	Part équilibre 2025	Part équilibre 2026	Variation 2025/2026
Bagnolet	371 319 €	372 470 €	1 151 €
Bobigny	425 544 €	424 077 €	- 1 467 €
Bondy	369 274 €	372 121 €	2 847 €
Les Lilas	266 075 €	252 073 €	- 14 002 €
Le Pré-Saint-Gervais	154 316 €	152 226 €	- 2 090 €
Montreuil	1 133 596 €	1 146 453 €	12 857 €
Noisy-le-Sec	338 249 €	338 547 €	298 €
Pantin	641 091 €	639 328 €	- 1 763 €
Romainville	300 536 €	302 704 €	2 168 €
Total communes	4 000 000 €	4 000 000 €	/

II) Actualisation de la deuxième fraction du FCCT dite « transfert »

A. Evaluation des dépenses engagées pour le renouvellement urbain sur l'année 2025

Dans le cadre du transfert de la compétence renouvellement urbain à Est Ensemble, l'organisation des flux financiers entre les villes et Est Ensemble relève désormais du pacte de gouvernance financière et fiscale adopté en 2022, qui acte les principes de financement du renouvellement urbain pour les volets ingénierie, équipement et aménagement.

Le pacte de gouvernance pose le principe d'une mutualisation du financement des fonctions et des études transversales du volet ingénierie, par les villes concernées par le renouvellement urbain, et, du financement des équipements dans le cadre de la PPI d'Est Ensemble et relevant de la compétence de l'EPT, par l'ensemble des communes membres.

Les opérations d'aménagement, reposant quant à elles essentiellement sur les choix communaux, seront financées par les villes qui les ont décidées, par le reversement à Est Ensemble de l'annuité courante de la dette générée par les opérations.

Compte tenu du calendrier de la CLECT, les dépenses et recettes ont été réalisées du 1er janvier 2025 au 26 novembre 2025 et sont issues des données d'exécution de la direction de l'habitat et du renouvellement urbain (DHRU). Une régularisation de la différence entre les montants définitivement réalisés et ceux inscrits à ce jour dans le rapport de CLECT sera détaillée dans la prochaine CLECT.

L'assiette des dépenses par quartier exclue les dépenses relatives au développement économique, qui sont financées par ailleurs, par le transfert de compétence prévu en CLECT par le passé.

1. Les dépenses par quartier de renouvellement urbain

❖ En fonctionnement

Les dépenses en fonctionnement correspondent à la masse salariale dédiée à la conduite de projet des PRU. Les subventions ANRU sont prises en compte pour déterminer le reste à charge.

Un ratio ressources est appliqué afin de prendre en compte la mobilisation des directions ressources d'Est Ensemble en matière de renouvellement urbain. Il est de 10,5% en 2025.

Organigramme cible de l'ingénierie dédiée au renouvellement urbain	Nb ETP	base forfaitaire forfait annuelle	subvention annuelle validée	subvention annuelle attendue	Cotation des postes/an	Postes avec ratio ressources/an	Coût total annuel	Subventions/an ANRU/ANRU +	Reste à charges/an
Direction de projet Bobigny	0.75	115 000 €	57 500 €	43 125 €	62 000 €	68 510 €	51 383 €	43 125 €	8 258 €
Chef de projet Abreuvoir Bobigny	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chef de projet centre ville Bobigny	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Directrice de projet Romainville - Gagarine	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Directrice de projet Montreuil-Bagnolet	1.00	115 000 €	57 500 €	57 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	57 500 €	2 170 €
Chef de projet La Noue Montreuil	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chef de projet Malassis Bagnolet	0.50	95 000 €	47 500 €	23 750 €	54 000 €	59 670 €	29 835 €	23 750 €	6 085 €
Chef de projet Morillon Montreuil	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Directrice de projet Pantin	1.00	115 000 €	57 500 €	57 500 €	62 000 €	68 510 €	68 510 €	57 500 €	11 010 €
Cheffe de projet 4 Chemins Pantin	0.17	95 000 €	47 500 €	7 917 €	54 000 €	59 670 €	9 945 €	7 917 €	2 028 €
Direction de projet Bondy	1.00	115 000 €	57 500 €	57 500 €	62 000 €	68 510 €	68 510 €	57 500 €	11 010 €
Chef de projet Bondy Quartier Nord	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chef de projet Bondy La Sablière/Blanqui	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Direction de projet Noisy-le-sec/Romainville	1.00	115 000 €	57 500 €	57 500 €	62 000 €	68 510 €	68 510 €	57 500 €	11 010 €
Directrice de projet Noisy-le-Sec	0.58	95 000 €	47 500 €	27 708 €	54 000 €	59 670 €	34 808 €	27 708 €	7 099 €
Total ingénierie par PRU	13.00						808 860 €	665 000 €	143 860 €

Le montant à la charge des villes pour les dépenses par quartier en fonctionnement est donc de **143 860 €**, soit -11% par rapport à l'année précédente.

❖ En investissement

Les dépenses prises en compte sont celles réalisées à date en 2025, soit 17 325 854€.

Dans un premier temps, les dépenses d'investissement par quartier ont été amorties selon les principes de l'ancien pacte financier en vigueur de 2018 à 2022. Les montants indiqués ci-dessous sont figés jusqu'en 2027.

Pour les PRU de Bobigny sur 2022 et Romainville sur 2022 et 2023, les charges nettes ont été ventilées lors des CLECT précédentes selon les critères du Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de 2022, et apparaissent sur le tableau qui suit.

Villes	Charge nette	FCCT 2018	FCCT 2019	FCCT 2020	FCCT 2021	FCCT 2022	FCCT 2023	FCCT 2024	FCCT 2025	FCCT 2026	FCCT 2027
Bobigny		- €	29 898,0 €	59 850,0 €	61 296,7 €	64 828,9 €	64 828,9 €	34 930,9 €	4 978,9 €	3 532,2 €	- €
2019	107 632,8 €			29 898,0 €	29 898,0 €	29 898,0 €	29 898,0 €				
2020	134 784,0 €			29 952,0 €	29 952,0 €	29 952,0 €	29 952,0 €	29 952,0 €			
2021	6 510,2 €				1 446,7 €	1 446,7 €	1 446,7 €	1 446,7 €	1 446,7 €		
2022	15 895,0 €					3 532,2 €	3 532,2 €	3 532,2 €	3 532,2 €	3 532,2 €	
Bondy		21 152,0 €	33 619,0 €	45 756,0 €	52 980,7 €	83 925,8 €	75 004,7 €	62 537,7 €	50 400,7 €	43 176,0 €	12 230,9 €
2018	95 184,0 €	21 152,0 €	21 152,0 €	21 152,0 €	21 152,0 €	21 152,0 €					
2019	56 101,5 €		12 467,0 €	12 467,0 €	12 467,0 €	12 467,0 €	12 467,0 €				
2020	54 616,5 €			12 137,0 €	12 137,0 €	12 137,0 €	12 137,0 €	12 137,0 €			
2021	32 511,2 €				7 224,7 €	7 224,7 €	7 224,7 €	7 224,7 €	7 224,7 €		
2022	139 252,8 €					30 945,1 €	30 945,1 €	30 945,1 €	30 945,1 €	30 945,1 €	
2023	55 039,1 €					12 230,9 €	12 230,9 €	12 230,9 €	12 230,9 €	12 230,9 €	12 230,9 €
Romainville		27 860,0 €	31 727,0 €	35 454,1 €	39 779,8 €	39 779,8 €	11 919,8 €	8 052,8 €	4 325,7 €	- €	- €
2018	125 370,0 €	27 860,0 €	27 860,0 €	27 860,0 €	27 860,0 €	27 860,0 €					
2019	17 401,5 €		3 867,0 €	3 867,0 €	3 867,0 €	3 867,0 €	3 867,0 €				
2020	16 771,9 €			3 727,1 €	3 727,1 €	3 727,1 €	3 727,1 €	3 727,1 €			
2021 (*)	19 465,8 €				4 325,7 €	4 325,7 €	4 325,7 €	4 325,7 €	4 325,7 €		
Noisy-le-Sec		- €	12 700,0 €	32 444,0 €	32 661,0 €	38 244,9 €	46 416,4 €	33 716,4 €	13 972,4 €	13 755,4 €	8 171,5 €
2019	57 150,0 €		12 700,0 €	12 700,0 €	12 700,0 €	12 700,0 €	12 700,0 €				
2020	88 848,0 €			19 744,0 €	19 744,0 €	19 744,0 €	19 744,0 €	19 744,0 €			
2021	976,5 €				217,0 €	217,0 €	217,0 €	217,0 €	217,0 €		
2022	25 127,6 €					5 583,9 €	5 583,9 €	5 583,9 €	5 583,9 €	5 583,9 €	
2023	36 771,8 €					8 171,5 €	8 171,5 €	8 171,5 €	8 171,5 €	8 171,5 €	8 171,5 €
Montreuil		- €	12 530,0 €	49 403,0 €	57 332,4 €	52 107,5 €	72 058,9 €	54 304,0 €	17 431,0 €	12 206,1 €	9 501,6 €
2019	56 385,0 €		12 530,0 €	12 530,0 €	12 530,0 €	12 530,0 €	12 530,0 €				
2020	165 928,5 €			36 873,0 €	36 873,0 €	36 873,0 €	36 873,0 €	36 873,0 €			
2021	23 512,2 €				5 224,9 €	10 449,9 €	5 224,9 €	5 224,9 €	5 224,9 €		
2022	14 604,2 €				2 704,5 €	2 704,5 €	2 704,5 €	2 704,5 €	2 704,5 €	2 704,5 €	
2023	42 757,2 €					9 501,6 €	9 501,6 €	9 501,6 €	9 501,6 €	9 501,6 €	9 501,6 €
Bagnolet		- €	8 702,0 €	30 432,0 €	35 328,8 €	52 475,4 €	58 450,0 €	49 748,0 €	28 018,0 €	23 121,2 €	5 974,6 €
2019	39 159,0 €		8 702,0 €	8 702,0 €	8 702,0 €	8 702,0 €	8 702,0 €				
2020	97 785,0 €			21 730,0 €	21 730,0 €	21 730,0 €	21 730,0 €	21 730,0 €			
2021	22 035,4 €				4 896,8 €	4 896,8 €	4 896,8 €	4 896,8 €	4 896,8 €		
2022	77 159,7 €					17 146,6 €	17 146,6 €	17 146,6 €	17 146,6 €	17 146,6 €	
2023	26 885,7 €					5 974,6 €	5 974,6 €	5 974,6 €	5 974,6 €	5 974,6 €	5 974,6 €
Pantin		- €	- €	- €	1 593,0 €	13 325,0 €	16 437,7 €	16 437,7 €	16 437,7 €	14 844,7 €	3 112,7 €
2021	7 168,6 €				1 593,0 €	1 593,0 €	1 593,0 €	1 593,0 €	1 593,0 €		
2022	52 794,0 €					11 732,0 €	11 732,0 €	11 732,0 €	11 732,0 €	11 732,0 €	
2023	14 007,3 €					3 112,7 €	3 112,7 €	3 112,7 €	3 112,7 €	3 112,7 €	3 112,7 €
Total		49 012,0 €	129 176,0 €	253 339,1 €	280 972,4 €	344 687,3 €	345 116,5 €	259 727,6 €	135 564,5 €	110 635,6 €	38 991,4 €

Dans un second temps, les dépenses sont amorties selon les règles du PGFF 2022-2026 actuellement en vigueur. Le principe de l'amortissement issu du PGFF 2022 consiste à simuler un emprunt sur 25 ans permettant de lisser pour chaque ville le remboursement des charges nettes de renouvellement urbain.

Pour l'exercice 2026 et les dépenses de renouvellement réalisées en 2025 sur l'ensemble des PRU, les montants de charge nette ont été amortis principalement et conformément à deux emprunts, le premier emprunt réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation à un taux Livret A + 0.40 % soit un taux de 2.80% sur 25 ans (pour 15 M€) et le second de La Banque Postale à un taux Livret A + 0.85% soit un taux de 2.55% sur 15 ans (pour 10 M€). Un taux pondéré de 2,70% est ainsi appliqué pour amortir la charge nette des dépenses renouvellement urbain. Il est calculé comme suit :

$$\frac{(2,80\% \times 15) + (2,55\% \times 10)}{15 + 10} = \frac{42 + 25,5}{25} = \frac{67,5}{25} = \mathbf{2,70\%}$$

Compte tenu de l'entrée en phase opérationnelle des PRU, le calcul de la charge nette d'investissement repose sur les dépenses d'investissement minorées non seulement des recettes habituelles mais également du FCTVA effectivement perçu sur l'exercice en cours. Ainsi, les montants de FCTVA encaissés jusqu'au mois d'août ont été intégrés dans le calcul. En revanche, les sommes relatives à la période de septembre à décembre n'ont pas encore pu être précisément identifiées, faute de disposer de l'ensemble des éléments nécessaires à ce stade envoyés par la préfecture de Seine-Saint-Denis. Ces montants ne sont donc pas intégrés et seront pris en compte lors d'une régularisation dans la prochaine CLECT.

Voici un tableau récapitulatif du FCTVA perçu par PRU :

Opérations concernées	Montant de dépenses éligibles	Montant FCTVA perçu
PRU2 CENTRE VILLE - BOBIGNY	21 096,84 €	3 460,73 €
PRU2 GAGARINE - ROMAINVILLE	1 568 502,59 €	257 297,16 €
PRU2 LONDEAU - NOISY-LE-SEC	699 999,60 €	114 827,93 €
PRU2 QUATRE CHEMINS PANTIN	30 222,72 €	4 957,73 €
Total général	2 319 821,75 €	380 543,56 €

Ces montants ont été directement ajoutés aux recettes dans le tableau principal permettant d'aboutir au tableau d'amortissement ci-dessous :

Villes	Charge nette	FCCT 2023	FCCT 2024	FCCT 2025	FCCT 2026	FCCT 2027	FCCT 2028	FCCT 2029	FCCT 2030	FCCT 2031	FCCT 2032
Bobigny		31 879 €	304 108 €	538 649 €	676 264 €	1 024 435 €	1 542 283 €	2 061 780 €	2 480 880 €	2 565 997 €	2 518 632 €
2022	1 097 687 €	31 879 €	90 477 €	96 902 €	87 442 €	81 093 €	78 767 €	76 911 €	75 518 €	74 238 €	72 966 €
2023	2 697 361 €		213 631 €	209 402 €	205 172 €	200 943 €	196 713 €	192 484 €	188 254 €	184 025 €	179 795 €
2024	3 049 158 €			232 346 €	227 931 €	223 515 €	219 100 €	214 685 €	210 270 €	205 855 €	201 440 €
2025	2 324 171 €			155 719 €	153 209 €	150 699 €	148 189 €	145 679 €	143 169 €	140 659 €	
Bondy		- €	11 103 €	42 532 €	102 708 €	501 609 €	889 793 €	1 180 173 €	1 514 310 €	1 692 879 €	1 747 560 €
2023	140 185 €		11 103 €	10 883 €	10 663 €	10 443 €	10 223 €	10 004 €	9 784 €	9 564 €	9 344 €
2024	415 337 €			31 649 €	31 047 €	30 446 €	29 844 €	29 243 €	28 642 €	28 040 €	27 439 €
2025	910 415 €			60 998 €	60 015 €	59 031 €	58 048 €	57 065 €	56 082 €	55 098 €	
Romainville		- 58 548 €	- 48 401 €	161 250 €	406 683 €	498 088 €	587 802 €	675 824 €	803 945 €	887 868 €	970 100 €
2021		- 58 548 €									
2022	- 406 160 €		- 406 160 €	- 48 401 €							
2023	357 759 €		357 759 €	27 774 €	27 213 €	26 652 €	26 091 €	25 530 €	24 969 €	24 408 €	23 847 €
2024	2 386 837 €			181 877 €	178 421 €	174 965 €	171 509 €	168 052 €	164 596 €	161 140 €	157 684 €
2025	3 000 734 €			201 049 €	197 808 €	194 568 €	191 327 €	188 086 €	184 845 €	181 604 €	
Noisy-le-Sec		- €	47 644 €	83 308 €	152 623 €	284 594 €	559 865 €	760 050 €	1 180 814 €	1 489 030 €	1 623 050 €
2023	598 976 €		47 644 €	46 702 €	45 758 €	44 815 €	43 872 €	42 928 €	41 985 €	41 042 €	40 099 €
2024	480 401 €			36 607 €	35 911 €	35 215 €	34 520 €	33 824 €	33 128 €	32 433 €	31 737 €
2025	1 059 006 €			70 953 €	69 810 €	68 666 €	67 522 €	66 378 €	65 235 €	64 091 €	
Montreuil		- €	12 599 €	51 254 €	365 971 €	848 324 €	1 394 632 €	1 736 785 €	2 339 674 €	2 484 451 €	2 440 065 €
2023	159 076 €		12 599 €	12 349 €	12 100 €	11 851 €	11 601 €	11 352 €	11 102 €	10 853 €	10 603 €
2024	510 565 €			38 905 €	38 166 €	37 426 €	36 687 €	35 948 €	35 209 €	34 469 €	33 730 €
2025	4 712 014 €			315 705 €	310 616 €	305 527 €	300 438 €	295 349 €	290 260 €	285 171 €	
Bagnolet		- €	8 116 €	41 520 €	313 751 €	836 558 €	1 473 882 €	1 722 977 €	2 572 451 €	2 588 198 €	2 541 947 €
2023	102 472 €		8 116 €	7 955 €	7 794 €	7 634 €	7 473 €	7 312 €	7 152 €	6 991 €	6 830 €
2024	440 481 €			33 565 €	32 927 €	32 289 €	31 651 €	31 013 €	30 376 €	29 738 €	29 100 €
2025	4 075 065 €			273 029 €	268 628 €	264 227 €	259 826 €	255 425 €	251 024 €	246 623 €	
Pantin		- €	743 €	13 538 €	38 991 €	414 445 €	829 425 €	1 159 430 €	1 416 035 €	1 556 105 €	1 635 287 €
2023	9 384 €		743 €	728 €	714 €	699 €	684 €	670 €	655 €	640 €	625 €
2024	168 108 €			12 810 €	12 920 €	12 661 €	12 403 €	12 145 €	11 887 €	11 629 €	11 371 €
2025	378 470 €			25 357 €	24 949 €	24 540 €	24 131 €	23 722 €	23 314 €	22 905 €	
Pré-Saint-Gervais		- €	62 €	152 €	420 €	413 €	406 €	399 €	392 €	385 €	378 €
2023	780 €	- €	62 €	61 €							
2024	1 200 €			91 €	90 €	88 €	86 €	84 €	83 €	81 €	79 €
2025	4 928 €			330 €	325 €	320 €	314 €	309 €	304 €	298 €	
Total		- 26 669 €	335 973 €	932 203 €	2 057 409 €	4 408 465 €	7 278 087 €	9 297 418 €	12 308 500 €	13 264 912 €	13 477 019 €

❖ Récapitulatif des dépenses par quartier

En prenant en compte les dépenses de fonctionnement et d'investissement par quartier, les montants dûs par les villes pour la part quartier du FCCT RU sont :

Etat des dépenses /recettes villes	Fonctionnement			Investissement		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
BOBIGNY						
CONDUITE DE PROJET						
Directrice de projet, cheffes de projet	170 723 €	138 125 €	32 598 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU Abreuvoir				716 545 €		716 545 €
PRU Centre-ville				1 611 087 €	3 461 €	1 607 626 €
TOTAL BOBIGNY	170 723 €	138 125 €	32 598 €	2 327 632 €	3 461 €	2 324 171 €
BONDY						
CONDUITE DE PROJET BONDY						
Directrice de projet, cheffes de projet	187 850 €	152 500 €	35 350 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU2 QUARTIERS NORD - BONDY				200 000 €	48 303 €	14 523 €
PRU2 BLANQUI - BONDY				500 000 €	77 649 €	422 351 €
PRU2 SABLIERE - BONDY				569 388 €	95 847 €	473 541 €
TOTAL BONDY	187 850 €	152 500 €	35 350 €	1 269 388 €	221 799 €	910 415 €
ROMAINVILLE						
CONDUITE DE PROJET						
Directrice de projet	93 925 €	76 250 €	17 675 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU Gagarine			-	3 338 366 €	337 632 €	3 000 734 €
TOTAL ROMAINVILLE	93 925 €	76 250 €	17 675 €	3 338 366 €	337 632 €	3 000 734 €
NOISY LE SEC						
CONDUITE DE PROJET						
Directeur de projet	69 063 €	56 458 €	12 604 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU Bethisy				500 000.00 €		500 000 €
PRU Londeau				709 954 €	150 948 €	559 006 €
TOTAL NOISY-LE-SEC	69 063 €	56 458 €	12 604 €	1 209 954 €	150 948 €	1 059 006 €
MONTREUIL						
CONDUITE DE PROJET						
Equipe projet (Une directrice de projet et deux chefs de projet La Noue et Malassis) à 50%	149 175 €	123 750 €	25 425 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU La Noue Malassis				4 002 100 €		4 002 100 €
PRU Le Morillon				709 914 €		709 914 €
TOTAL MONTREUIL	149 175 €	123 750 €	25 425 €	4 712 014 €	- €	4 712 014 €
BAGNOLET						
CONDUITE DE PROJET						
Equipe projet (Une directrice de projet et deux chefs de projet La Noue et Malassis) à 50%	59 670 €	52 500 €	7 170 €			
ETUDES STRATEGIQUES PRU 2						
PRU La Noue Malassis				4 075 065 €		4 075 065 €
TOTAL BAGNOLET	59 670 €	52 500 €	7 170 €	4 075 065 €	- €	4 075 065 €
PANTIN						
CONDUITE DE PROJET						
Une directrice de projet à 85%	68 179 €	56 792 €	11 387 €			
PHASE OPERATIONNELLE						
PRU Quatre-Chemins				383 579 €	10 037 €	373 542 €
PRU 7 arpents pantin				4 928 €		4 928 €
TOTAL PANTIN	68 179 €	56 792 €	11 387 €	388 507 €	10 037 €	378 470 €
PRE-ST-GERVAIS						
Une directrice de projet à 15%	10 277 €	8 625 €	1 652 €			
PRU 7 arpents psg				4 928 €	- €	4 928 €
TOTAL PRE-SAINT-GERVAIS	10 277 €	8 625 €	1 652 €	4 928 €	- €	4 928 €
TOTAL	808 860 €	665 000 €	143 860 €	17 325 854 €	723 877 €	16 464 803 €

Synthèse des amortissements

	Amortissement sur 5 ans	PGFF Amortissement sur 25 ans	Total
Bobigny	3 532 €	676 264 €	679 796 €
Bondy	43 176 €	102 708 €	145 884 €
Romainville	- €	406 683 €	406 683 €
Noisy-le-Sec	13 755 €	152 623 €	166 378 €
Montreuil	12 206 €	365 971 €	378 177 €
Bagnolet	23 121 €	313 751 €	336 872 €
Pantin	14 845 €	38 991 €	53 836 €
Pré-Saint-Gervais	- €	420 €	420 €
Total	110 636 €	2 057 409 €	2 168 045 €

Synthèse de la part quartier par ville

Villes	Part quartier communale		Total
	Fonctionnement	Investissement	
Bobigny	32 598 €	679 796 €	712 394 €
Bondy	35 350 €	145 884 €	181 234 €
Romainville	17 675 €	406 683 €	424 358 €
Noisy-le-Sec	12 604 €	166 378 €	178 982 €
Montreuil	25 425 €	378 177 €	403 602 €
Bagnolet	7 170 €	336 872 €	344 042 €
Pantin	11 387 €	53 836 €	65 222 €
Le Pré-St Gervais	1 652 €	420 €	2 071 €
Les Lilas	- €	- €	- €
Total	143 860 €	2 168 045 €	2 311 905 €

2. Les dépenses transversales mutualisées

❖ En fonctionnement

Les dépenses transversales en fonctionnement correspondent à la masse salariale à la conduite des politiques de renouvellement urbain pour le territoire, dont les ETP sont listés ci-dessous.

Un ratio ressources de 10,5% est appliqué.

Organigramme cible de l'ingénierie dédiée au renouvellement urbain	Nb ETP	base forfaitaire forfait annuelle	subvention annuelle validée	subvention annuelle attendue	Cotation des postes/an	Postes avec ratio ressources/an	Coût total annuel	Subventions/an ANRU/ANRU +	Reste à charges/an
Directrice DHRU	0.50	115 000 €	28 750 €	28 750 €	38 000 €	41 990 €	41 990 €	28 750 €	13 240 €
Responsable pôle Renouvellement urbain	0.50	115 000 €	57 500 €	33 542 €	62 000 €	69 810 €	39 964 €	33 542 €	6 423 €
Chargée de coordination GUSP	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chargée de mission coordination dispositifs de relogement / CIL	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chargée de mission programmation habitat dans les PRU	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chargé de la coordination des clauses d'insertion	0.50	95 000 €	23 750 €	23 750 €	27 000 €	29 835 €	29 835 €	23 750 €	6 085 €
Chargé d'urbanisme opérationnel	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chargée de suivi habitat privé	1.00	95 000 €	47 500 €	47 500 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	47 500 €	12 170 €
Chef de projet Quartier Résilient	0.50	95 000 €	23 750 €	23 750 €	27 000 €	29 835 €	28 592 €	23 750 €	4 842 €
Assistante	1.00	- €	- €	- €	42 500 €	46 963 €	46 963 €	- €	46 963 €
Chargée de suivi financier	0.50	- €	- €	- €	38 000 €	41 990 €	20 995 €	- €	20 995 €
U + / coordination / financement (6 ans)	0.50	100 000 €	25 000 €	25 000 €	26 000 €	28 730 €	27 533 €	25 000 €	2 533 €
U + / urbanisme transitoire financement (3 ans)	1.00	100 000 €	50 000 €	50 000 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	50 000 €	9 670 €
U + / réemploi financement (3 ans)	1.00	100 000 €	50 000 €	50 000 €	54 000 €	59 670 €	59 670 €	50 000 €	9 670 €
ANRU + / coordination administrative et financière / financement	1.00	60 000 €	30 000 €	30 000 €	48 500 €	53 593 €	53 593 €	30 000 €	23 593 €
ANRU + / Quartiers Fertiles - coordination projets d'agriculture urbaine	0.33	100 000 €	50 000 €	16 667 €	54 000 €	59 670 €	19 890 €	16 667 €	3 223 €
Total ingénierie mutualisée en appui des 13 PRU	12.42						727 044 €	518 958 €	208 086 €

Aux dépenses en 012 se rajoutent des charges courantes diverses:

FONCTIONS TRANSVERSALES	FONCTIONNEMENT		
	Dépenses TTC	Recettes	Solde
Marchés de Communication, suivi du logement, démarche mémorielle	57 976 €	76 540 €	- 18 564 €
TOTAL	57 976 €	76 540 €	- 18 564 €

Le total des dépenses transversales en fonctionnement est de **189 332€** (-18 754€ + 208 086€), soit -11% par rapport à l'année précédente, répartis entre les villes selon les critères FPIC.

Volet transversal EE (dépenses- recettes)	189 332	Dépenses de l'opération renouvellement urbain territorial en fonctionnement + dépenses d'ingénierie organigramme cible)							
Répartition par ville en fonction des critères du pacte financier et fiscal pour les dépenses transversales en fonctionnement :									
Répartition des dépenses transversales en Fonctionnement									
Communes	Population DGF	Critère		Revenus		Critère		Potentiel	Répartition des dépenses transversales
		Poids du critère		50%		Poids du critère		50%	
		Enveloppe à répartir		94 666		Enveloppe à répartir		94 666	
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant	Critère potentiel financier		
BAGNOLET	39 677	13 851	1.03	40 880.37	9 167	1 472	9 652	18 820	
BOBIGNY	55 330	9 108	0.68	37 485.30	8 406	1 431	13 092	21 498	
BONDY	53 226	11 317	0.84	44 807.84	10 048	989	8 699	18 747	
LES LILAS			-		-		-		
MONTREUIL	112 989	16 310	1.21	137 085.50	30 742	1 435	26 805	57 547	
NOISY LE SEC	46 383	11 752	0.87	40 546.80	9 093	1 053	8 076	17 168	
PANTIN	61 513	13 961	1.04	63 882.21	14 326	1 782	18 117	32 443	
PRE SAINT GER	17 046	16 599	1.23	21 048.22	4 720	1 111	3 132	7 852	
ROMAINVILLE	33 412	14 648	1.09	36 405.73	8 164	1 284	7 093	15 257	
Total communes	419 576	13 443		422 142	94 666	1 320	94 666	189 333	

❖ En investissement

Des dépenses transversales sont réalisées en investissement bien qu'elles aient vocation à s'éteindre. Le montant total est réparti par ville puis amorti selon les mêmes critères que les dépenses d'investissement par quartier.

Dépenses/recettes estimées volet transversal sur l'année 2025			
ETUDES STRATEGIQUES GENERALES	Dépenses HT	Recettes	Solde
Marchés expertises environnementales, AMO développement durable, Coordination urbaine financière opérationnelle	110 774 €	83 142 €	27 632 €
TOTAL	110 774 €	83 142 €	27 632 €

Répartition par ville en fonction des critères du pacte financier et fiscal pour les dépenses transversales en investissement :

Volet transversal EE (dépenses-recettes)	27 632							
Répartition des dépenses transversales en investissement								
	Répartition des dépenses transversales en Fonctionnement							
Communes	Population DGF	Critère Revenus			Critère Potentiel		Répartition des dépenses transversales	
		50%			50%			
		Enveloppe à répartir 13 816			Enveloppe à répartir 13 816			
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant		Critère potentiel financier
BAGNOLET	39 677	13 851	1.03	40 880.37	1 338	1 472	1 409	2 747
BOBIGNY	55 330	9 108	0.68	37 485.30	1 227	1 431	1 911	3 138
BONDY	53 226	11 317	0.84	44 807.84	1 466	989	1 270	2 736
LES LILAS			-		-		-	
MONTREUIL	112 989	16 310	1.21	137 085.50	4 487	1 435	3 912	8 399
NOISY LE SEC	46 383	11 752	0.87	40 546.80	1 327	1 053	1 179	2 506
PANTIN	61 513	13 961	1.04	63 882.21	2 091	1 782	2 644	4 735
PRE SAINT GERVAIS	17 046	16 599	1.23	21 048.22	689	1 111	457	1 146
ROMAINVILLE	33 412	14 648	1.09	36 405.73	1 191	1 284	1 035	2 227
Total communes	419 576	13 443		422 142	13 816	1 320	13 816	27 632

Un amortissement est effectué pour la répartition par ville en fonction des critères du PGFF pour les dépenses transversales en investissement sur 5 ans, selon le tableau suivant :

Amortissement de la répartition par ville en fonction des critères du pacte financier et fiscal pour les dépenses transversales en									
Villes	Mt charge nette	FCCT 2022	FCCT 2023	FCCT 2024	FCCT 2025	FCCT 2026	FCCT 2027	FCCT 2028	FCCT 2029
Bobigny		- €	2 486 €	5 875 €	5 821 €	6 449 €	6 449 €	5 742 €	2 353 €
2021		- €	1 779 €	1 779 €	- €	- €	- €	- €	- €
2022	3 535 €		707 €	707 €	707 €	707 €	707 €		
2023	16 947 €			3 389 €	3 389 €	3 389 €	3 389 €	3 389 €	
2024	8 625 €				1 725 €	1 725 €	1 725 €	1 725 €	1 725 €
2025	3 138 €					628 €	628 €	628 €	628 €
Bondy		- €	2 134 €	5 075 €	5 056 €	5 603 €	5 603 €	4 992 €	2 051 €
2021		- €	1 523 €	1 523 €	- €	- €	- €	- €	- €
2022	3 053 €		611 €	611 €	611 €	611 €	611 €		
2023	14 703 €			2 941 €	2 941 €	2 941 €	2 941 €	2 941 €	
2024	7 521 €				1 504 €	1 504 €	1 504 €	1 504 €	1 504 €
2025	2 736 €					547 €	547 €	547 €	547 €
Romainville		- €	1 525 €	3 832 €	4 001 €	4 446 €	4 446 €	3 976 €	1 669 €
2021		- €	1 055 €	1 055 €					
2022	2 348 €		470 €	470 €	470 €	470 €	470 €		
2023	11 534 €			2 307 €	2 307 €	2 307 €	2 307 €	2 307 €	
2024	6 121 €				1 224 €	1 224 €	1 224 €	1 224 €	1 224 €
2025	2 227 €					445 €	445 €	445 €	445 €
Noisy-le-Sec		- €	1 910 €	4 620 €	4 640 €	5 141 €	5 141 €	4 589 €	1 879 €
2021		- €	1 358 €	1 358 €					
2022	2 759 €		552 €	552 €	552 €	552 €	552 €		
2023	13 551 €			2 710 €	2 710 €	2 710 €	2 710 €	2 710 €	
2024	6 888 €				1 378 €	1 378 €	1 378 €	1 378 €	1 378 €
2025	2 506 €					501 €	501 €	501 €	501 €
Montreuil		- €	6 435 €	15 433 €	15 500 €	17 180 €	17 180 €	15 295 €	6 297 €
2021		- €	4 550 €	4 550 €					
2022	9 426 €		1 885 €	1 885 €	1 885 €	1 885 €	1 885 €		
2023	44 991 €			8 998 €	8 998 €	8 998 €	8 998 €	8 998 €	
2024	23 087 €				4 617 €	4 617 €	4 617 €	4 617 €	4 617 €
2025	8 399 €					1 680 €	1 680 €	1 680 €	1 680 €
Bagnolet		- €	1 454 €	4 949 €	5 005 €	5 555 €	6 527 €	5 928 €	3 032 €
2021		- €	1 454 €	1 454 €					
2022	2 997 €			599 €	599 €	599 €	599 €		
2023	14 478 €		- €	2 896 €	2 896 €	2 896 €	2 896 €	2 896 €	
2024	7 550 €				1 510 €	1 510 €	1 510 €	1 510 €	1 510 €
2025	2 747 €					549 €	1 522 €	1 522 €	1 522 €
Pantin		- €	3 650 €	8 716 €	8 727 €	9 674 €	9 674 €	8 616 €	3 550 €
2021		- €	2 592 €	2 592 €					
2022	5 288 €		1 058 €	1 058 €	1 058 €	1 058 €	1 058 €		
2023	25 331 €			5 066 €	5 066 €	5 066 €	5 066 €	5 066 €	
2024	13 016 €				2 603 €	2 603 €	2 603 €	2 603 €	2 603 €
2025	4 735 €					947 €	947 €	947 €	947 €
PSG		- €	883 €	2 111 €	2 115 €	2 344 €	2 344 €	2 087 €	859 €
2021		- €	626 €	626 €					
2022	12 855 €		257 €	257 €	257 €	257 €	257 €		
2023	6 140 €			1 228 €	1 228 €	1 228 €	1 228 €	1 228 €	
2024	3 150 €				630 €	630 €	630 €	630 €	630 €
2025	1 146 €					229 €	229 €	229 €	229 €
Les Lillas		- €	1 067 €	1 067 €	- €	- €	- €	- €	- €
2021		- €	1 067 €	1 067 €					
2022									
2023									
2024									
Total		- €	21 545 €	51 678 €	50 864 €	56 391 €	57 363 €	51 225 €	21 690 €

VILLES	TOTAL DES AMORTISSEMENTS POUR 2026
Bobigny	6 449 €
Bondy	5 603 €
Romainville	4 446 €
Noisy le Sec	5 141 €
Montrouil	17 180 €
Bagnolet	5 555 €
Pantin	9 674 €
PSG	2 344 €
Les Lilas	- €
Total	56 391 €

3. Contribution totale des villes au titre du renouvellement urbain

En conclusion, les dépenses liées au renouvellement urbain inscrites au sein de la part transfert du FCCT « transfert » 2026 sont, pour chaque ville :

- Les montants des dépenses nettes en fonctionnement par quartier en 2025 et les montants amortis des charges nettes en investissement par quartier en 2025 ;
- Les montants des dépenses nettes transversales mutualisées en fonctionnement en 2025 et les montants amortis des dépenses nettes transversales mutualisées en investissement en 2025.

Villes	Dépenses par quartier de renouvellement urbain		Dépenses transversales mutualisées		Total		Total
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	
Bobigny	32 598 €	679 796 €	21 498 €	6 449 €	54 095 €	686 245 €	740 340 €
Bondy	35 350 €	145 884 €	18 747 €	5 603 €	54 097 €	151 487 €	205 584 €
Romainville	17 675 €	406 683 €	15 257 €	4 446 €	32 932 €	411 129 €	444 061 €
Noisy-le-Sec	12 604 €	166 378 €	17 168 €	5 141 €	29 773 €	171 519 €	201 292 €
Montrouil	25 425 €	378 177 €	57 547 €	17 180 €	82 972 €	395 357 €	478 328 €
Bagnolet	7 170 €	336 872 €	18 820 €	5 555 €	25 990 €	342 427 €	368 416 €
Pantin	11 387 €	53 836 €	32 443 €	9 674 €	43 830 €	63 509 €	107 339 €
Le Pré-St Gervais	1 652 €	420 €	7 852 €	2 344 €	9 503 €	2 764 €	12 267 €
Les Lilas	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Total	143 860 €	2 168 045 €	189 332 €	56 391 €	333 192 €	2 224 436 €	2 557 628 €

Villes	Total FCCT RU 2025	Total FCCT RU 2026	Ecart 2026/2025
Bobigny	609 927 €	740 340 €	130 414 €
Bondy	155 358 €	205 584 €	50 226 €
Romainville	197 183 €	444 061 €	246 878 €
Noisy-le-Sec	132 629 €	201 292 €	68 663 €
Montrouil	179 005 €	478 328 €	299 323 €
Bagnolet	113 189 €	368 416 €	255 227 €
Pantin	93 255 €	107 339 €	14 084 €
Le Pré-St Gervais	12 832 €	12 267 €	- 565 €
Les Lilas	- €	- €	- €
Total	1 493 377 €	2 557 628 €	1 064 250 €

B. Le transfert du conservatoire de Bobigny

Depuis 1^{er} juillet 2025, le conservatoire de Bobigny a été transféré à Est Ensemble. Le FCCT transfert pour l'année 2026 prend compte du transfert en année pleine et s'élève à **3 306 822 €** conformément à l'échéancier arrêté et validé par les deux parties et à l'accord formel sur les modalités financières de transfert, donné par courrier du Maire de Bobigny.

La ville a par ailleurs donné son accord pour un montant maximal annuel à partir de 2031 de 3 456 964€.

	Projection FCCT						
	2025 (semi année)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Masse salariale	1 499 168	2 998 336	2 998 336	2 998 336	2 998 336	2 998 336	2 998 336
Fonctions ressources	164 909	329 817	329 817	329 817	329 817	329 817	329 817
011	74 906	119 813	119 813	119 813	119 813	119 813	119 813
65	-	-	-	-	-	-	-
Assurance et nettoyage	32 587	65 173	65 173	65 173	65 173	65 173	65 173
Recettes	- 128 899	- 257 798	- 257 798	- 257 798	- 257 798	- 257 798	- 257 798
GER	-	16 682	33 365	66 730	100 094	133 459	166 824
Provision mobilier	17 400	34 799	34 799	34 799	34 799	34 799	34 799
Supplément informatique	70 000						
Total année pleine	1 730 070	3 306 822	3 323 505	3 356 870	3 390 234	3 423 599	3 456 964

C. Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi)

La CLECT dite « 2019 », votée le 22 janvier 2020, a prévu le financement du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) à hauteur de 67 863 €/an répartis selon les critères du FPIC. Ce montant comprend :

- Un poste à 59 530 € (ratio ressource compris) ;
- Une provision d'investissement de 50 000€ TTC en 2020, lissée sur 5 ans, soit 8 333 €/an HT. Cette provision pour l'investissement devait être reconduite en 2021, puis abaissée à 20 000€ en 2022.

La CLECT du 13 mai 2022 a prévu la restitution de la subvention de 56 120€ reçue en 2021, lissée sur 5 ans, soit 11 224 €/an restitués.

Au regard de la faible consommation des crédits d'investissement en 2020, 2021, et 2022, la CLECT du 16 janvier 2023 a prolongé le principe d'une provision de 50 000€ TTC sur les années 2023 et 2024, avec la même méthode de lissage sur 5 ans à 8 333 €/an HT.

Une subvention complémentaire de 7 386 € en 2022 a été également perçue et sera restituée.

Sur 2025, hormis le 0,5 ETP, aucune dépense n'a été réalisée donc 8000 € seront à régulariser.

Pour 2026, 2^e année de suivi de la mise en œuvre du RLPi auprès des communes, les dépenses prévues par EE sont de 10 000 € TTC et de 0,5 ETP sur le sujet. D'après la CLECT de 2020, un poste serait valorisé à 54 000 € brut par an, soit 59 670 € en appliquant le ratio ressource et qui donnerait 29 835 € pour 0,5 ETP. Pour 2026, en tenant compte des deux fois 8 333 € correspondant au lissage des dépenses d'investissement sur 5 ans de 2022 et 2023, de 6 333 € correspondant aux dépenses d'investissement de l'année dernière et de l'ajout du surplus lissé de 2024, le budget 2026 s'élève ainsi à **67 378 €**.

Trois régularisations sont alors à opérer pour l'année 2025 écoulée :

- Restitution de 11 224 € au titre de la subvention de 56 120 € perçue en 2021, et lissé sur 5 ans ;
- Restitution de 8 000 € au titre du sous-exécutée en 2025.
- Restitution de 7386 € au titre de la subvention perçue en 2022.

Ainsi, un solde de – **27 060 €** est restitué afin de régulariser l'année 2025.

Voici un tableau récapitulatif :

	2026
1 ETP	
1 ETP *0,5*ratio ressources	29 835 €
Provision d'investissement 50k€ 2020	
Provision d'investissement 50k€ 2021	
Provision d'investissement 20k€ 2022	
Provision d'investissement 50K€ 2023	8 333 €
Provision d'investissement 50K€ 2024	8 333 €
Provision d'investissement 38K€ 2025	6 333 €
Provision d'investissement 10K€ 2026	8 333 €
Total des dépenses	61 167 €
Régularisations	
Restitution subvention 2021 lissée	11 224 €
Restitution subvention 2022 lissée	7 836 €
Régularisation sur la base du réalisé n-1	8 000 €
Ajout d'un surplus lissé de 2024	- 6 211 €
Total des restitutions	20 849 €
Total	40 318 €

Ceci donne un montant de FCCT total pour le RLPI de **40 318 €**, répartis selon les critères FPIC 2025 comme suit :

Communes	Population DGF	Critère				Potentiel financier				Total RLPI 2026
		Poids du critère		Revenus		Poids du critère		50%		
		Enveloppe à répartir		50% 20 159		Enveloppe à répartir		20 159		
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère potentiel financier	
BAGNOLET	42 203	13 922	0,93	39 238,31	1 794	1 434	1,06	44 921	1 960	3 754
BOBIGNY	55 571	9 756	0,65	36 206,40	1 655	1 455	1,08	60 017	2 619	4 274
BONDY	51 424	12 293	0,82	42 217,17	1 930	1 093	0,81	41 720	1 821	3 751
LES LILAS	23 595	20 808	1,39	32 788,06	1 499	1 363	1,01	23 871	1 042	2 541
MONTREUIL	112 376	17 935	1,20	134 598,54	6 154	1 484	1,10	123 785	5 402	11 556
NOISY LE SEC	46 256	12 481	0,83	38 555,19	1 763	1 101	0,82	37 802	1 650	3 412
PANTIN	61 750	15 072	1,01	62 154,60	2 842	1 801	1,34	82 549	3 603	6 444
PRE SAINT GERVAIS	16 903	17 583	1,17	19 848,25	907	1 145	0,85	14 366	627	1 534
ROMAINVILLE	35 479	14 915	1,00	35 339,47	1 616	1 249	0,93	32 892	1 435	3 051
Total communes	445 557	14 974		440 946	20 159	1 347		461 924	20 159	40 318

D. Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)

La CLECT dite « 2019 », votée le 22 janvier 2020, a prévu pour le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal le financement de 4 postes à hauteur de 238 119 €. En complément, la CLECT du 26 janvier 2021 a prévu une provision annuelle de 200 K€ pour l'élaboration du document et que son actualisation sur 10 ans, intégrant les potentiels contentieux et les modifications à la demande des villes. Aussi, le budget annuel du PLUi est évalué à 438 119 €.

Sur l'année 2025, un montant de 160 409€ est constaté. 39 591 € seront alors intégrés dans la régularisation.

En 2022, 7 386 € ont été perçus au titre du solde de la subvention obtenue au titre toujours de la numérisation du PLUi, soit une reprise de cette subvention sur 5 ans de 1 477 € an et ce jusqu'en 2026. Enfin, une subvention de 40 252 € a été perçue en 2023 au titre du PLUi, l'amortissement sur 5 ans aboutie à 8050 € par an jusqu'en 2028.

Pour 2026, année de bilan du PLUi puis d'engagement d'une nouvelle évolution du PLUi et de poursuite des modifications ad hoc, les dépenses prévues par EE sont de 140 000 € TTC et de 5,5 ETP sur le sujet. D'après la CLECT de 2020, le coût annuel d'un agent est estimé à 59 529 euros. Pour 5,5 ETP le coût serait alors valorisé à 327 409 €. Avec le ratio ressource de 10,5%, le coût serait de **361 787 €**

Le montant CLECT 2026 au titre du PLUi est ainsi estimé à **452 669 €** en prenant notamment en compte les reprises de subventions et le sous-exécuté de l'année 2025, répartis selon les critères FPIC 2025 ci-dessous.

Voici un tableau récapitulatif :

Demande 2026	5,5 ETP	361 787
	dépenses prévues	140 000
Régularisations	Subventions lissées de 2022 et 2023	- 9 527
	Sous-exécution de 2025	- 39 591
FCCT 2026		452 669

Communes	Population DGF	Critère Revenus				Critère Potentiel financier				Total PLUI 2026
		Poids du critère		50%		Poids du critère		50%		
		Enveloppe à répartir		226 335		Enveloppe à répartir		226 335		
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère potentiel financier	
BAGNOLET	42 203	13 922	0.93	39 238.31	20 141	1 434	1.06	44 921	22 011	42 151
BOBIGNY	55 571	9 756	0.65	36 206.40	18 584	1 455	1.08	60 017	29 407	47 992
BONDY	51 424	12 293	0.82	42 217.17	21 670	1 093	0.81	41 720	20 442	42 112
LES LILAS	23 595	20 808	1.39	32 788.06	16 830	1 363	1.01	23 871	11 697	28 526
MONTREUIL	112 376	17 935	1.20	134 598.54	69 088	1 484	1.10	123 785	60 652	129 741
NOISY LE SEC	46 256	12 481	0.83	38 555.19	19 790	1 101	0.82	37 802	18 522	38 312
PANTIN	61 750	15 072	1.01	62 154.60	31 904	1 801	1.34	82 549	40 448	72 351
PRE SAINT GERVAIS	16 903	17 583	1.17	19 848.25	10 188	1 145	0.85	14 366	7 039	17 227
ROMAINVILLE	35 479	14 915	1.00	35 339.47	18 140	1 249	0.93	32 892	16 117	34 256
Total communes	445 557	14 974		440 946	226 335	1 347		461 924	226 335	452 669

E. Le système d'information géographique mutualisé (SIGM)

La CLECT de 2019 prévoyait la mise en œuvre d'un SIG mutualisé avec une phase 1 de mise en place du dispositif. Cette 1^{ère} phase a donné lieu au recrutement de l'administrateur de la donnée en septembre 2020, puis à un géomaticien en avril 2021 en plus de l'acquisition des logiciels, licences et matériels tout au long de l'année 2021 et 2022. A l'issue de la phase 1, les flux ont été actualisés au réel des dépenses constatées.

Le **FCCT 2025** était, après ajustement d'un trop perçu en 2024 et d'ajout de frais spécifiques pour Montreuil et le PSG, de **155 732€**. Ce montant a permis de couvrir l'ensemble des frais pour l'année, en fonctionnement comme en investissement.

- Investissement : coûts glissants sur 5 ans concernant l'acquisition et l'installation du SIG, soit 31 138€ ;
- Fonctionnement : montée de version du SIG (qui interviendra en janvier 2026), dépenses de maintenance et d'hébergement informatique, masse salariale (dont frais de ressources de 8,15%), coûts spécifiques pour Montreuil et le PSG soit en tout 123 402 €.

L'ensemble des coûts réels s'élèvent à 154 440€ en 2025, soit un trop perçu de 1 192€ qui est à ajuster selon les termes du pacte fiscal et financier au FCCT 2026.

Concernant le montant prévisionnel du FCCT 2026 pour le volet SIG :

❖ **En fonctionnement :**

Les coûts de fonctionnement intègrent les dépenses de maintenance du SIG et l'hébergement informatique, qui restent respectivement à **12 400 €** et **19 946 €**. S'ajoutent des frais de formation pour deux agents du service commun, pour un montant de **2 360 €**.

Le total de ces dépenses techniques s'élève ainsi à **34 706 €**.

Les autres coûts relèvent de la masse salariale, dont la répartition a été ajustée afin de mieux refléter l'offre de service réelle :

- Les deux géomaticiens (2 ETP) sont désormais entièrement intégrés dans le calcul, alors qu'un seul était pris en compte en CLECT jusqu'en 2025.

- Le responsable de l'Observatoire est toujours financé à hauteur d'un mi-temps (0,5 ETP) par les villes.
- Au regard des études produites et des outils développés, une part du coût d'un chargé d'étude est ajoutée pour l'équivalent de 0,2 ETP

L'ensemble de la masse salariale, frais de ressources intégrés, correspond à un total de 114 206€.

❖ En investissement :

L'investissement de départ est intégralement couvert. Il est prévu cette année l'acquisition d'une nouvelle station informatique pour un agent en mobilité qui rejoint l'observatoire et l'acquisition d'une licence pour un logiciel de traitement des données, ce qui donne la somme annuelle de 2 160€ à rembourser sur 5 ans.

Les couts prévisionnels pour l'observatoire du territoire s'élèvent à 151 073€.

En retirant le trop-perçu en 2025, le montant est ajusté à 149 881 €.

Par ailleurs, en 2026, l'observatoire du territoire intègre les dépenses de l'observatoire fiscal de 55 000€/an. Cette somme correspond à l'abonnement annuel de la solution informatique (Atelier fiscal) partagé avec les communes et à 0,5 ETP du poste de chargé de l'observatoire fiscal. Il est à noter que ce flux était déjà valorisé dans les précédentes CLECT depuis 2019, avec le même montant annuel. Il est toutefois intégré au SIGM pour plus de lisibilité.

En y ajoutant l'observatoire fiscal (55 000€), **le FCCT 2026 prévisionnel de l'observatoire du territoire est de 204 880 €**, répartis par ville selon les critères du FPIC 2025.

Communes	Population DGF	Critère Revenus				Critère Potentiel financier				Total SIGM 2026
		Poids du critère		50%		Poids du critère		50%		
		Enveloppe à répartir		102 440		Enveloppe à répartir		102 440		
		Revenus par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère revenus	Potentiel financier par habitant	Ecart à la moyenne	Points	Critère potentiel financier	
BAGNOLET	42 203	13 922	0.93	39 238.31	9 116	1 434	1.06	44 921	9 962	19 078
BOBIGNY	55 571	9 756	0.65	36 206.40	8 411	1 455	1.08	60 017	13 310	21 721
BONDY	51 424	12 293	0.82	42 217.17	9 808	1 093	0.81	41 720	9 252	19 060
LES LILAS	23 595	20 808	1.39	32 788.06	7 617	1 363	1.01	23 871	5 294	12 911
MONTREUIL	112 376	17 935	1.20	134 598.54	31 270	1 484	1.10	123 785	27 452	58 721
NOISY LE SEC	46 256	12 481	0.83	38 555.19	8 957	1 101	0.82	37 802	8 383	17 340
PANTIN	61 750	15 072	1.01	62 154.60	14 440	1 801	1.34	82 549	18 307	32 746
PRE SAINT GERVAIS	16 903	17 583	1.17	19 848.25	4 611	1 145	0.85	14 366	3 186	7 797
ROMAINVILLE	35 479	14 915	1.00	35 339.47	8 210	1 249	0.93	32 892	7 294	15 504
Total communes	445 557	14 974		440 946	102 440	1 347		461 924	102 440	204 880

Données issues de la notification FPIC 2025

F. Régularisations diverses

Afin de fournir une information synthétique, les flux financiers faisant l'objet de modification sont détaillés dans le rapport. Les sujets historiques sont quant à eux retracés dans le tableau de bilan de la deuxième fraction du FCCT dite « transfert », ci-dessous.

1. Le renfort RH à la piscine Jacques Brel de Bobigny

Dans le cadre de la CLECT du 8 juillet 2021, le renforcement de l'offre de service public proposée par Est Ensemble pour la piscine de Bobigny a été validé.

Les besoins de renfort du personnel pour assurer cette extension du service public au bénéfice des usagers de cette piscine ont été évalués pour 2026 à 208 016 € en prenant en compte un ratio ressource de 10,5%.

Etat des dépenses sur l'année 2025 Piscine J.Brel Bobigny
--

Montant réalisé 2025 avec fonction ressources	109 552
---	---------

Bilan 2025	
Montant prévisionnel CLECT	239 871
Régularisation 2025	- 130 319

En tenant compte du bilan 2025 et d'une régularisation de 109 552 €, le FCCT 2026 corrigé s'élève à **77 697 €**.

2. Les territoires zéro chômeurs de longue durée

Les flux TZCLD arrêtés en CLECT en 2024 étaient de 18 761 par ville, pour les villes de Bagnolet, Bondy et Pantin, pour un total de **56 283€**. Ils correspondent au financement des 3 postes de chefs de projet à hauteur de 40% par ville bénéficiant d'un quartier « Territoire Zéro chômeurs de longue durée » expérimentateur. Il convient de maintenir ces flux à l'identique en 2026.

3. Les clauses sociales d'insertion

Conformément à l'accord avec la ville de Montreuil sur le transfert de la compétence action sociale d'intérêt territorial en matière d'insertion à Est ensemble correspondant au transfert du poste de chargé de clauses sociales au 1^{er} juillet 2024, le montant des charges transférées par la ville Montreuil à Est Ensemble est fixé à 20 000€ ratio ressources inclus pour le second semestre 2024 puis à **40 000€** ratio ressources inclus en année pleine. Ce montant intègre un cofinancement de ce poste par un financement extérieur ; en cas d'évolution de ce cofinancement le niveau de service et ou les charges transférées pourront être réévaluées.

Le flux reste identique en 2026.

4. La prise en charge des frais de ménage pour le point d'accès au droit de l'Atrium

La prise en charge par Est Ensemble des frais de nettoyage pour le local dédié au point d'accès du droit, anciennement situé au parc des Patriarches de Montreuil et désormais installé au sein de la pépinière d'entreprises d'Est Ensemble dite « Atrium », ne varie pas en 2026. Le FCCT transfert pour la ville de Montreuil est donc ajusté de **7 956 €**. Ce montant est établi à partir du devis réalisé par l'attributaire du marché.

5. Les flux relatifs au transfert des équipements situés à Pantin

Est Ensemble et la ville de Pantin évaluent l'impact financier d'une extension de service dans le cadre de la construction et rénovation d'équipements transférés par la Ville lors de la CLECT de décembre 2012.

Cette extension de services se caractérise par :

- La construction d'un nouveau conservatoire Jacques Higelin ;
- L'extension de l'ancienne piscine Leclerc, désormais baptisée Alice Milliat, avec la construction d'un nouveau bassin de natation, soit une surface supplémentaire de 250 m² ;
- La construction de la bibliothèque Nelson Mandela aux Courtilières, qui contient par ailleurs un espace de diffusion.

La méthodologie retenue consiste à appliquer aux m2 bâtementaires supplémentaires un coût / m² moyen établi à fin 2019 en analysant l'ensemble des coûts des bâtiments d'Est Ensemble par politique publique, à savoir : la natation/le savoir nager, l'enseignement artistique et la lecture publique. Les besoins s'expriment sur 3 volets : les ressources humaines, le coût de fonctionnement des bâtiments et le gros entretien. Ces ratios ont été par la suite actualisés en fonction de l'évolution de l'IPCH entre 2019 et 2021.

Conformément à la CLECT du 16 janvier 2023, les montants de FCCT complémentaire par équipement et par année s'établissent ainsi :

Récapitulatif du FCCT par équipement et par catégorie de dépenses :

FCCT complémentaire	RH	Fonct - hors RH	GER - 2028/2029	TOTAL
Conservatoire - Jacques Higelin	151 902	118 124	142 508	412 534
Piscine - Alice Milliat	195 785	203 587	110 389	509 761
Courtilière - bibliothèque	102 956	52 786	26 433	182 174
Courtilière - espace de diffusion	30 380		-	30 380
TOTAL	481 023	374 497	279 330	1 134 850
TOTAL hors GER		855 520		

Aussi, les flux financiers liés à ces équipements sont complétés des montant ci-dessous.

Récapitulatif du flux net de FCCT complémentaire 2023 – 2029

Récapitulatif des flux 2023 - 2028	FCCT 2023	FCCT 2024	FCCT 2025	FCCT 2026	FCCT 2027	FCCT 2028
Conservatoire - Jacques Higelin - Sept 22	360 035	270 026	270 026	270 026	270 026	491 470
Piscine - Alice Milliat - juillet 22	599 058	399 372	399 372	399 372	399 372	509 761
Courtilière - bibliothèque - Sept 23	51 914	155 741	155 741	155 741	155 741	182 174
Courtilière - espace de diffusion - Sept 23	10 127	30 380	30 380	30 380	30 380	30 380
Régularisation du DER Leclerc/Sadi Carnot	- 277 994	- 277 994	- 277 994	- 277 994	- 277 994	
Dé-transfert Maurice Baquet - Janv 23	- 79 106	- 79 106	- 79 106	- 79 106	- 79 106	- 79 106
GER 2028-2030	100 000	120 000	140 000	170 000	205 000	250 000
FCCT Transfert complémentaire estimé	764 034	618 420	638 420	668 420	703 420	1 384 681

6. Le transfert de la médiathèque de Bagnolet

Depuis le 1^{er} juillet 2022, la médiathèque de Bagnolet a été transféré à Est Ensemble, le FCCT transfert pour l'année 2026 s'élève ainsi à **1 667 136 €**, conformément à l'échéancier arrêté.

	Evaluation pour la médiathèque		2024	2025	2026
Masse salariale	1 210 152.00		1 210 152.00	1 210 152.00	1 210 152.00
Ratio ressources	12.52%	Modulation ratio	11.67%	12.52%	12.52%
Fonctions ressources	151 511.00		141 224.74	151 511.00	151 511.03
011	184 361.00		184 361.00	184 361.00	184 361.00
65 et 67	7 041.00		7 041.00	7 041.00	7 041.00
Assurance et nettoyage	26 275.00		26 275.00	26 275.00	26 275.00
Recettes	- 1 345.00		- 1 345.00	- 1 345.00	- 1 345.00
Provision mobilier	5 000.00		5 000.00	5 000.00	5 000.00
Supplément informatique	9 900.00		9 900.00	9 900.00	9 900.00
Ratio retenu	56.24	modulation GER	20%	40%	60%
GER	123 735.00		24 747.00	49 494.00	74 241.00
		Montant FCCT transfert à verser	1 617 642.00	1 642 389.00	1 667 136.03

G. Montant total de la deuxième fraction du FCCT dite « transfert »

Flux	Bagnolet	Bobigny	Bondy	Le Pré-Saint-Gervais	Les Lilas	Montreuil	Noisy-le-Sec	Pantin	Romainville	Total
Flux fixes déterminés par les précédentes CLECT										
Cohésion Sociale	47 602 €	89 277 €	56 394 €	19 563 €	- €	68 331 €	86 085 €	12 642 €	34 466 €	414 360 €
Déchets Corbeille Montreuil	- €	- €	- €	- €	- €	282 000 €	- €	- €	- €	282 000 €
Ecole du PSG	- €	- €	- €	18 238 €	- €	- €	- €	- €	- €	18 238 €
Médiathèque R.Gouhier	- €	- €	- €	- €	- €	- €	1 973 264 €	- €	- €	1 973 264 €
Dé-transfert Bruitparif	- 664 €	- 1 107 €	- 1 365 €	- 389 €	- 400 €	- 1 849 €	- 989 €	- 911 €	- 480 €	- 8 154 €
Dé-transfert Natureparif	- 122 €	- 204 €	- 251 €	- 71 €	- 74 €	- 340 €	- 182 €	- 168 €	- 88 €	- 1 500 €
Déchets dont marché alimentaire de Bondy	- €	- €	137 967 €	- €	16 500 €	138 667 €	- €	69 673 €	- €	362 807 €
Vitrierie	1 728 €	4 854 €	16 199 €	8 476 €	- €	26 162 €	20 622 €	14 728 €	264 €	93 033 €
Ajustements mées/Parc Beaumonts/Montreuil	- €	- €	- €	- €	- €	201 371 €	- €	- €	- €	201 371 €
Autres Déchets	- €	- €	85 716 €	- €	- €	- €	19 350 €	43 069 €	- €	148 135 €
Dé-transfert Maison Revel	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	71 391 €	- €	71 391 €
Clauses sociales	- €	- €	- €	- €	- €	40 000 €	- €	- €	- €	40 000 €
IZCLD	18 761 €	- €	18 761 €	- €	- €	- €	- €	18 761 €	- €	56 283 €
Frais de ménage PAD	- €	- €	- €	- €	- €	7 956 €	- €	- €	- €	7 956 €
Flux modifiés par la CLECT 2026										
Conservatoire Bobigny	- €	3 306 822 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	3 306 822 €
Renfort RH J.BREL	- €	77 697 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	77 697 €
RLPI	3 754 €	4 274 €	3 751 €	1 534 €	2 541 €	11 556 €	3 412 €	6 444 €	3 051 €	40 318 €
PLUI	42 151 €	47 992 €	42 112 €	17 227 €	28 526 €	129 741 €	38 312 €	72 351 €	34 256 €	452 669 €
SIGM	19 078 €	21 721 €	19 060 €	7 798 €	12 911 €	58 721 €	17 340 €	32 746 €	15 505 €	204 880 €
RU	368 416 €	740 340 €	205 584 €	12 267 €	- €	478 328 €	201 292 €	107 339 €	444 061 €	2 557 628 €
Equipements Pantin	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	668 420 €	- €	668 420 €
Médiathèque Bagnolet	1 667 136 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	1 667 136 €
Total	2 167 841 €	4 291 667 €	583 928 €	84 644 €	60 004 €	1 440 644 €	2 358 506 €	973 702 €	531 035 €	12 491 971 €

III) Montant total du FCCT pour l'année 2026

Villes	Total 1 ^{ère} fraction FCCT fiscal	Total 1 ^{ère} fraction FCCT équilibre	Total 2 ^{ème} fraction FCCT transfert	Total FCCT 2026
Bagnolet	12 525 563 €	372 470 €	2 167 841 €	15 065 874 €
Bobigny	14 877 451 €	424 077 €	4 291 667 €	19 593 194 €
Bondy	10 965 272 €	372 121 €	583 928 €	11 921 322 €
Le Pré-Saint-Gervais	4 410 093 €	152 226 €	84 644 €	4 646 962 €
Les Lilas	7 042 287 €	252 073 €	60 004 €	7 354 364 €
Montreuil	32 666 741 €	1 146 453 €	1 440 644 €	35 253 838 €
Noisy-le-Sec	10 047 186 €	338 547 €	2 358 506 €	12 744 240 €
Pantin	22 213 690 €	639 328 €	973 702 €	23 826 721 €
Romainville	9 484 812 €	302 704 €	531 035 €	10 318 551 €
TOTAL	124 233 095 €	4 000 000 €	12 491 971 €	140 725 066 €

Villes	Total 1 ^{ère} fraction FCCT fiscal		Total 1 ^{ère} fraction FCCT équilibre		Total 2 ^{ème} fraction FCCT transfert		Total FCCT 2025	Total FCCT 2026	Ecart 2025/2026	Evolution 2025/2026
	2025	2026	2025	2026	2025	2026				
Bagnolet	12 481 211 €	12 525 563 €	371 319 €	372 470 €	1 890 659 €	2 167 841 €	14 743 189 €	15 065 874 €	322 685 €	2,1%
Bobigny	14 826 032 €	14 877 451 €	425 544 €	424 077 €	2 700 990 €	4 291 667 €	17 952 566 €	19 593 194 €	1 640 628 €	8,4%
Bondy	10 910 335 €	10 965 272 €	369 274 €	372 121 €	536 434 €	583 928 €	11 816 043 €	11 921 322 €	105 278 €	0,9%
Le Pré-Saint-Gervais	4 388 622 €	4 410 093 €	154 316 €	152 226 €	102 629 €	84 644 €	4 645 567 €	4 646 962 €	1 395 €	0,0%
Les Lilas	7 006 009 €	7 042 287 €	266 075 €	252 073 €	46 162 €	60 004 €	7 318 246 €	7 354 364 €	36 118 €	0,5%
Montreuil	32 530 953 €	32 666 741 €	1 133 596 €	1 146 453 €	1 150 428 €	1 440 644 €	34 814 977 €	35 253 838 €	438 861 €	1,2%
Noisy-le-Sec	10 000 913 €	10 047 186 €	338 249 €	338 547 €	2 278 846 €	2 358 506 €	12 618 008 €	12 744 240 €	126 232 €	1,0%
Pantin	22 136 832 €	22 213 690 €	641 091 €	639 328 €	913 886 €	973 702 €	23 691 809 €	23 826 721 €	134 912 €	0,6%
Romainville	9 455 903 €	9 484 812 €	300 536 €	302 704 €	253 046 €	531 035 €	10 009 485 €	10 318 551 €	309 066 €	3,0%
TOTAL	123 736 810 €	124 233 095 €	4 000 000 €	4 000 000 €	9 873 082 €	12 491 971 €	137 609 892 €	140 725 066 €	3 115 174 €	2,2%

IV) Précisions méthodologiques sur le FCCT et la CLECT

Si la CLECT permet aux élus de disposer d'une information complète sur les flux financiers inclus dans le FCCT, elle autorise par ailleurs Est Ensemble à titrer le FCCT et d'appeler les montants auprès des villes.

Jusqu'à présent, Est Ensemble émettait un titre annuel par ville et par fraction du FCCT. Les villes pouvaient payer au fil de l'eau, selon leur contrainte. Si ce processus simplifiait les relations financières entre l'EPT et les villes, il fragilisait toutefois la trésorerie de l'EPT dans un contexte où le conseil de territoire et les communes souhaitent une montée en charge de la programmation pluriannuelle des investissements. Le suivi des versements de FCCT s'est aussi avéré chronophage et source d'erreurs ou d'oubli.

Aussi, il est proposé de modifier ce processus afin qu'Est Ensemble, sur la base du rapport de CLECT, puisse titrer le FCCT par douzième. L'objectif est de sécuriser les encaissements, de lisser les flux de trésorerie pour ajuster le besoin d'emprunt mais aussi simplifier la gouvernance.

Aussi, Est Ensemble pourrait titrer les douzièmes de FCCT suivants :

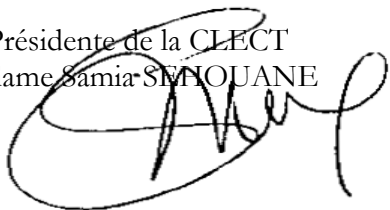
Villes	Total FCCT 2026	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Bagnolet	15 065 874 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €	1 255 490 €
Bobigny	19 593 194 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €	1 632 766 €
Bondy	11 921 322 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €	993 443 €
Le Pré-Saint-Gervais	4 646 962 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €	387 247 €
Les Lilas	7 354 364 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €	612 864 €
Montreuil	35 253 838 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €	2 937 820 €
Noisy-le-Sec	12 744 240 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €	1 062 020 €
Pantin	23 826 721 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €	1 985 560 €
Romainville	10 318 551 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €	859 879 €
TOTAL	140 725 066 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €	11 727 089 €

Rapport adopté à l'unanimité par la Commission réunie le 21 janvier 2026.

Le présent rapport est établi pour être transmis aux villes membres pour approbation par leur Conseil Municipal.

Fait à Romainville, le 21 janvier 2026

La Présidente de la CLECT
Madame Samia SYHOUANE



Richard GALERA



Cédric PAPE



Sami BOUFETTA



Pilar SERRA

Par délégation du Maire,
Pilar SERRA



Maire-Adjointe,
Déléguée aux Finances, au Budget climat
et à l'Évaluation de l'impact des politiques publiques

Onur SAGKAN



Sagkan Onur

Pilar SERRA

Stéphane COMMUN





PACTE DE GOUVERNANCE FINANCIERE ET FISCALE



Préambule

Unies par la loi et portées par une volonté commune, les neuf villes qui composent l'Etablissement public territorial Est Ensemble, partagent des mêmes valeurs et l'envie de servir et d'être utiles aux 430 000 habitantes et habitants du territoire.

Elles créent, par ce nouveau pacte de gouvernance financière et fiscale, les conditions propices à la réalisation de leur projet collectif.

Ce pacte constitue un engagement nouveau, indispensable pour concrétiser les projets et mettre en œuvre les politiques publiques portés par le Territoire, en lien avec chacune des neuf villes, au service de la justice climatique et sociale.

S'inscrivant dans une logique de solidarité territoriale forte, ce pacte souhaite incarner une relation renouvelée entre l'EPT et les communes membres : une relation plus péréquatrice, exigeante, sincère et transparente, ayant tiré les conséquences administratives et politiques des évolutions législatives survenues il y a 5 ans avec la Loi NOTRe et la création de la Métropole du Grand Paris.

Dans un contexte de difficultés et d'incertitudes multiples pesant sur les finances des collectivités territoriales, ce pacte vise à organiser, planifier et stabiliser le financement par les villes des politiques publiques menées par Est Ensemble.

Il fera l'objet d'une clause de revoyure annuelle permettant d'actualiser la programmation pluriannuelle des investissements arrêtée au Conseil de territoire du 29 juin 2021 et de modifier, le cas échéant, la solidarité de financement au sein du bloc local.

Par ce pacte de gouvernance, les neuf villes et le territoire renforcent leurs liens de confiance et d'exigences mutuelles, pour un service public territorial toujours plus efficace, plus économe et plus utile aux habitant.es du territoire.

Pour atteindre ces objectifs, ce pacte de gouvernance financière et fiscale repose sur les 3 engagements présentés ci-après.

Engagement 1. Fixer les modalités de financement de la compétence renouvellement urbain

Si la compétence renouvellement urbain a bien été transférée à Est Ensemble, l'organisation des flux permettant de la financer n'a jamais été stabilisée. Ce nouveau pacte de gouvernance financière et fiscale acte les principes de financement qui seront proposés à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) pour les trois volets du renouvellement urbain :

- Un volet ingénierie
- Un volet équipement
- Un volet aménagement

Le pacte de gouvernance pose le principe d'une mutualisation, par les villes concernées par le renouvellement urbain, pour les fonctions et les études transversales du volet ingénierie et, par l'ensemble des communes membres, pour les équipements financés dans le cadre de la PPI d'Est Ensemble et relevant de la compétence de l'EPT.

Les opérations d'aménagement, reposant quant à elles essentiellement sur les choix communaux, seront financées par les villes qui les ont décidées, par le reversement à Est Ensemble de l'annuité courante de la dette générée par les opérations.

L'EPT s'engage à intervenir auprès de l'Etat en faveur du financement direct par les villes de dépenses d'investissement via le versement de fonds de concours, aujourd'hui exclusivement réservé aux EPCI à fiscalité propre.

Enfin, à l'occasion de chaque conférence annuelle, une analyse de la situation financière d'Est Ensemble permettra de déterminer si des marges de manœuvre supplémentaires ont été trouvées pour financer des équipements. Cette clause de réexamen devra permettre d'orienter, le cas échéant, les crédits vers celles des communes qui auront les indicateurs de richesse les plus dégradés dans la limite du montant plafond de 270 millions d'euros de la PPI.

Engagement 2. Recourir de façon limitée au FCCT « équilibre » pour financer les projets prévus dans la programmation pluriannuelle des investissements et l'ouverture des nouveaux équipements

Les prospectives financières montrent qu'Est Ensemble aurait besoin de dégager 3 M€ supplémentaires d'épargne pour financer la programmation pluriannuelle des investissements et l'augmentation des dépenses de fonctionnement générées par l'ouverture des nouveaux équipements en contenant la capacité de désendettement en dessous de 12 ans. Sur ces 3 M€, Est Ensemble s'engage à en financer la moitié sans recourir au FCCT, grâce à des efforts de gestion.

Il sera donc fait appel à un financement complémentaire des villes pour l'autre moitié, soit 1,5 M€, répartis selon les critères de répartition de la part « équilibre » du FCCT. Cette fraction du FCCT sera ainsi portée à 4 M€.

Ce mode de financement pose les bases d'une nouvelle forme de coopération solidaire. Il témoigne de la volonté de travailler au sein du bloc local de manière collective et de proposer un choix politique clair : une nouvelle culture communautaire.

Engagement 3. Maintenir une clé de répartition de la part « équilibre » du FCCT cohérente avec les objectifs de solidarité du contrat de Ville

Il est proposé de maintenir la clé de répartition actuellement en vigueur pour la répartition du FCCT « équilibre » à savoir :

- 50% de la part « équilibre » est répartie selon une clé qui dépend du potentiel financier par habitant de chaque Ville : la population DGF de la commune est pondérée par le rapport entre le potentiel financier par habitant de la commune et celui de l'EPT ;
- 50% de la part « équilibre » est répartie selon une clé qui dépend du revenu par habitant de chaque Ville : la population DGF de la commune est pondérée par le rapport entre le revenu par habitant de la commune et celui de l'EPT.

Nos prises de position collectives dans le débat métropolitain

Ce pacte de gouvernance financière et fiscale est également l'occasion de rappeler qu'Est Ensemble et ses communes membres souhaitent que la Métropole du Grand Paris favorise le rééquilibrage métropolitain. La mise en place d'une dotation de solidarité communautaire, la redistribution de la croissance de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les modalités d'attribution du Fonds d'investissement métropolitain, continuent à être des enjeux déterminants pour construire l'avenir du territoire.

En ce sens, les élus d'Est Ensemble s'engagent à porter la voix d'une plus grande solidarité et d'une plus grande péréquation auprès des instances métropolitaines et du législateur afin que l'ensemble du bloc local dispose des capacités financières pour mener les politiques publiques nécessaires aux habitants, y compris en mettant fin à la baisse continue des ressources des collectivités locales.